

Edito

Pierre-André Pittet

Vice-directeur
de la Fédération
des producteurs
suisses de lait
pierre-andre.pittet@
swissmilk.ch



Le standard «tapis vert», une envergure nationale

L'intérêt des consommateurs «responsables» pour la durabilité est en forte croissance. Le commerce de détail utilise logiquement les préoccupations des consommateurs pour faire évoluer les assortiments et les mesures de communication. Chacun veut afficher haut et fort son engagement et ses qualités en matière de durabilité et soigner son image par le biais de labels. C'est de bonne guerre et les producteurs en tirent eux aussi un profit en matière de prix et d'image. Il faut néanmoins rester conscient que les labels du commerce de détail, du moins dans le domaine des produits laitiers, ne couvrent pour l'instant que de petits volumes de lait pour un gain d'image relativement important.

La branche laitière a bien saisi l'importance de l'enjeu. Le projet «tapis vert» que conduit la FPSL avec les principaux acheteurs de lait du pays se veut rassembleur et national. Les objectifs stratégiques sont clairs: définition d'un standard contenant les critères de production durable pour l'ensemble du lait commercial suisse, base reconnue et utilisée par la branche pour mieux communiquer les atouts des produits laitiers suisses par rapport à la concurrence étrangère en suisse et à l'exportation. Comme un très grand volume de lait va répondre aux exigences du standard «tapis vert», celui-ci ne va pas générer de coûts supplémentaires de ramassage et transformation du lait comme c'est le cas dans la grande majorité des labels. Tout le monde peut y gagner. Dans ce contexte, distributeurs et transformateurs vont devoir faire un effort important en matière de prix pour que les producteurs obtiennent un supplément «durabilité – tapis vert» qui soit lui aussi durable.

Les organisations des producteurs de lait collaborent intensément dans le cadre du projet «tapis vert» et vont prendre leur responsabilité vis-à-vis des producteurs de lait suisse.

PRODUITS PHYTO

Un large soutien populaire accordé aux deux initiatives

Ludovic Pillonel

Un sondage fait état
d'un appui massif
aux initiatives
«Pour une Suisse libre
de pesticides
de synthèse» et «Pour
une eau potable propre
et une alimentation
saine».

Selon une consultation menée par l'éditeur Tamedia auprès de 14 851 personnes de tout le pays, les deux initiatives hostiles à l'utilisation de produits phytosanitaires dans l'agriculture ont le vent en poupe. Le texte intitulé «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse» convainc 72% des sondés; 22% des électeurs interrogés s'y opposent et 6% d'indécis ont été recensés.

Le plus grand nombre de sympathisants se trouve dans le camp des Verts (92% de oui) et du Parti socialiste (88% de oui). Les membres de l'UDC (66%) et du PDC (65%) sont aussi majoritairement favorables à l'initiative.

Le texte «Pour une eau potable propre et une alimentation saine» a, pour sa part, obtenu l'approbation de 68% des personnes ayant répondu au sondage, alors que 28% l'ont rejeté. Pour rappel, cette initiative préconise de ne pas subventionner les agriculteurs ayant recours aux «pesticides et aux antibiotiques à titre prophylactique».

«Ces résultats montrent que nous avons encore un long chemin à effectuer pour expliquer et convaincre. Les agriculteurs devront aussi s'engager en tant qu'ambassadeurs», commente Francis Egger, membre de la direction de l'Union suisse des paysans (USP). Ce dernier précise que la stratégie de campagne va être discutée en août, lors de la prochaine Conférence des directeurs des organisations membres de l'USP. Il ne se montre pas particulièrement inquiet à ce stade. «Les premiers sondages sont généralement favorables aux initiatives, car il n'y a pas eu d'explication sur leurs implications et les conséquences de ces initiatives», explique-t-il.

AGROALIMENTAIRE

L'ASSAF veut une filière moderne et plus intégrée

Pierre-André Cordonier

L'ASSAF a présenté sa vision «Secteur agroalimentaire 2030» aux médias romands. But: faire mieux connaître les objectifs de la branche, valoriser une filière ouverte à la modernité et montrer la nécessité d'un dialogue entre tous les partenaires.

Après l'adoption lors de son assemblée générale de sa vision «Secteur agroalimentaire 2030» (lire Agri du 1^{er} juin 2018), l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF) a souhaité présenter son projet aux médias romands le 9 juillet à Molondin (VD), sur le site de l'Agropôle. Le but: faire mieux connaître au public l'action de l'ASSAF et sa vision de la politique agricole. Pourquoi à l'Agropôle? L'association voulait montrer une branche entrepreneuriale tournée vers les solutions modernes, ouvertes à l'innovation et aux nouvelles technologies à même de favoriser une utilisation efficiente et durable des ressources.

Décloisonner

L'avenir appartient à une meilleure intégration des filières. Place au décloisonnement, comme l'a relevé Laurent Stoll, producteur de légume à Yverdon-les-Bains et vice-président de l'Union maraîchère suisse. La branche doit quitter l'approche corporatiste qui a peut-être un peu trop révalué jusqu'à aujourd'hui, selon le conseiller national vaudois et membre du comité de l'ASSAF Jacques Nicolet. Si la solution aux problèmes globaux du secteur agroalimentaire ne «viendra pas de la grande distribution qui adopte parfois un comportement opportuniste», selon le secrétaire général de



Alain Schacher (Agropôle), Jacques Nicolet, Claude Baehler (Prométerre), Hans Jörg Rüeggsegger (président de l'ASSAF), David Ruetschi, Laurent Stoll, Stéphane Fankhauser (Green Pack Swiss SA et Agropôle), et Jimmy Mariéthoz (UMS) (de gauche à droite).

l'ASSAF David Ruetschi, il est temps de dialoguer plus étroitement avec elle, de mieux coordonner les efforts au sein des filières et de favoriser une meilleure communication envers les consommateurs. C'est ce qui ressort des analyses de l'ASSAF.

«Nos intérêts sont souvent les mêmes. Les gros distributeurs ont aussi des filiales qui travaillent dans la transformation, voire la production. Pensons aux filières intégrées de la volaille par exemple», précise Jacques Nicolet. S'inspirant des conclusions d'une étude de l'EPFL, l'ASSAF milite pour une branche diversifiée afin de la rendre plus résiliente en cas de crise.

Négocier avec les distributeurs

Reste à offrir des prix accessibles dans un secteur qui veut miser sur la valeur ajoutée de sa production, même si beaucoup de consommateurs se disent prêts à payer plus pour la qualité et la proximité. On sait que le rapport pouvoir

d'achat-prix à la consommation n'est pas nécessairement au désavantage de la Suisse. Mais on peut faire mieux en faveur des agriculteurs en négociant les marges en aval de la production. Une démarche que Jacques Nicolet estime réaliste, même si elle sera difficile et lente.

Protéger les frontières

L'Administration fédérale est aussi interpellée. Le gros point de divergence, on le sait, tourne autour de la protection à la frontière. L'ASSAF veut préserver les acquis de l'OMC, et non les affaiblir. La survie de nombreuses filières en dépend.

Un exemple: l'OFAG, qui jadis encourageait les solutions de branche via les interprofessions, manifeste aujourd'hui une méfiance presque systématique vis-à-vis des décisions de ces mêmes interprofessions lors de l'attribution des contingents d'importation, relève David Ruetschi. Or, l'association défend une filière à même de déterminer son des-

tin; ses acteurs sont en effet les mieux placés pour trouver des solutions porteuses d'avenir.

Outre les revendications habituelles du secteur agricole, Jacques Nicolet propose que la Confédération s'inspire du système pratiqué par l'Union européenne afin de soutenir les investissements à fonds perdu pour des projets d'infrastructures sur l'ensemble de la chaîne agroalimentaire. Le fonds serait géré par la Confédération en dehors du budget agricole.

L'aménagement du territoire devrait être également un instrument facilitant l'implantation de structures de transformation et de mise en valeur des produits agroalimentaires. De quoi renforcer la compétitivité de la branche.

SUR LE WEB

www.assaf-suisse.ch pour consulter la vision «Secteur agroalimentaire 2030» et l'étude de l'EPFL «Globalisation et sécurité alimentaire» (> Dossiers > Sécurité alimentaire).

